



Florence Fortin-Braud,
aide-soignante et formatrice

Le vieillissement est-il une affaire de femmes ?

Dans son livre « *Vieillir, une affaire de femmes ?* », paru en octobre 2024 aux éditions Berger Levrault, Florence Fortin-Braud s'intéresse au parcours des femmes vieillissantes et à celui de celles, aidantes et soignantes, qui les accompagnent. Entre sexisme et âgisme, l'aide-soignante met à jour la double discrimination qu'elles subissent.

Union Sociale: Qu'est-ce qui vous a poussée à vous intéresser à cette question du vieillissement des femmes ?

Florence Fortin-Braud: Ce sujet s'est imposé à moi au fil de mes expériences en tant qu'aide à domicile, puis aide-soignante et aidante de mes parents... J'ai fait le constat à chaque étape que ces missions étaient quasiment toujours assurées par des femmes. Récemment, ma rencontre avec l'ancienne ministre des Personnes âgées et des Droits des femmes, Laurence Rossignol, lors des Assises des Ehpad en 2019, a aussi été décisive. Elle m'a ouvert la porte du féminisme. Jusque-là, je pensais que les grands combats étaient plus ou moins gagnés et je ne voyais pas ma vie quotidienne ni le monde économique ou social dans cette perspective. Cette rencontre et la lecture d'ouvrages féministes sortis ces dernières années m'ont ouvert les yeux et permis de chausser les fameuses lunettes du genre. J'apporte ici ma pierre à l'édifice pour proposer un nouveau regard sur nos biais autour des femmes et du grand âge.

Union Sociale: Femmes âgées dépendantes, soignantes, aidantes... Vous montrez que le grand âge est actuellement une affaire de femmes. Pourquoi cela ?

Florence Fortin-Braud: Prenons un exemple révélateur. Sur 11 millions d'aidants en France, 57 % sont des femmes. Or, on se rend compte que les femmes assument des formes d'aides plus engageantes pour le corps, la santé, le temps et les finances que les 43 % d'hommes aidants. S'ils assurent le bricolage, certaines tâches administratives ou les courses, ils parviennent régulièrement à se faire aider... Le plus souvent par des femmes de leur entourage ! De leur côté, les femmes apportent aide domestique, soins quotidiens, soutien moral et suivi médical. Un rôle qu'elles ont déjà bien souvent dans leur propre foyer, ajoutant encore à leur charge domestique. Ce travail gratuit des aidantes représente 11 milliards d'euros par an économisés

par l'État ! Ces mécanismes viennent de l'éducation : on reproduit les stéréotypes de genre transmis durant l'enfance. On nous apprend à prendre soin de nos poupées et à être sages et douces. Les garçons, eux, sont encouragés à grimper aux arbres et à occuper l'espace public dès leur arrivée dans la cour de récré. Ces stéréotypes « genrés » se répercutent ensuite dans les secteurs de l'aide et du soin, considérés comme des activités « naturelles » pour les femmes. Résultat, 75 % des salariées de la santé, de l'action sociale et de l'éducation sont des femmes, et 90 % dans l'aide à domicile. Cela n'est pas un problème en soi, si ce n'est d'un point de vue sociologique et économique, car ces métiers dits « féminisés » sont dévalorisés, peu reconnus et mal rémunérés. Ces tâches sont assurées gratuitement à la maison par les femmes, pourquoi seraient-elles bien payées ? On n'admet ni l'expertise ni les compétences de ces professions.

Union Sociale: C'est différent pour les hommes aidants ou soignants ?

Florence Fortin-Braud : Le sociologue Pierre Bourdieu décrit bien ce mécanisme : il y a une vraie plus-value pour les hommes qui agissent ou travaillent dans un domaine féminin. Là où les femmes dans les milieux d'hommes devront faire leurs preuves, eux bénéficient d'un a priori très positif. Plus disponibles pour faire des heures supplémentaires, peu demandeurs de congés enfants malades, profitant des stéréotypes de genre sur la force musculaire et l'autorité, les hommes sont valorisés et on leur facilite l'accès aux postes à responsabilité. Et cela jusqu'aux postes clés dans les fédérations, dans les directions de groupes et même dans les ministères. Si les femmes accèdent parfois à des fonctions ministérielles, à la santé par exemple, elles tiennent très rarement le portefeuille du ministère du Budget. Les arbitrages sont donc faits par des hommes, qui déconsidèrent les sujets qui concernent les femmes.

« Les femmes sont déconsidérées à double titre, parce qu'elles sont femmes et parce qu'elles sont âgées. »



On parle ainsi de budget « genré » : la politique est masculine et le fonctionnement patriarcal, donc les questions liées aux conditions du grand âge et à l'égalité peinent à émerger comme prioritaires dans les politiques publiques.

Union Sociale: Cela même alors qu'il y a un véritable besoin de prise en compte des réalités des aidantes et des soignantes...

Florence Fortin-Braud : Il y aura 20 millions de personnes âgées de plus de 60 ans en France en 2030 et 24 millions en 2060. On va avoir un besoin criant de personnes pour en prendre soin ! Or, aujourd'hui, ces professions peinent à recruter. On ne mesure pas suffisamment les risques pour la santé des femmes qui exercent ces métiers. Outre les troubles musculo-squelettiques, il y a la fatigue physique, le *burn-out*, les risques pour la santé mentale ou ceux liés à la précarité économique... Les femmes qui travaillent la nuit ont 26 % de risque supplémentaire de développer un cancer du sein. Et au final, les soignantes ont sept ans d'espérance de vie en moins !

Union Sociale: Face à ces professionnelles, il y a aussi des femmes vieillissantes. Quelles inégalités subissent-elles ?

Florence Fortin-Braud : Rappelons d'abord que l'espérance de vie est de 85,7 ans pour les femmes et de 80 ans pour les hommes. 20 % des plus de 80 ans présentent une perte d'autonomie, dont une majorité de femmes qui passent plus d'années (9 ans) que les hommes (5 ans) en mauvaise santé. Elles sont donc les principales concernées par la question de la dépendance. Mais les inégalités face au vieillissement

commencent avant cela. Les hommes âgés actuels ont souvent travaillé plus longtemps que les femmes, ce qui leur assure une meilleure santé économique. Ils vivent ainsi dans un logement plus confortable et mieux adapté. Ils peuvent manger mieux, ce qui est positif pour leur santé. Ils ont un meilleur entourage social, lié au travail, qui les protège de l'isolement, des problématiques de santé mentale et leur apporte du soutien. Par ailleurs, en cas de divorce, ils se remarient plus souvent et généralement avec des femmes plus jeunes, qui peuvent donc s'occuper d'eux en cas de perte d'autonomie. Ainsi, 76 % des hommes de plus de 80 ans vivent en couple contre 21 % des femmes. Celles-ci vivent plus longtemps, mais plus précaires, plus souvent seules et plus longtemps en perte d'autonomie. ▶

Qui est-elle ?

Florence Fortin-Braud est aide-soignante au sein de l'Établissement public de santé mentale du Morbihan et formatrice auprès d'apprenants AES (Accompagnant éducatif et social) pour Askoria. Elle a collaboré à la revue des *Actualités Sociales Hebdomadaires* pendant quatre ans avec la chronique « La Minute de Flo » et écrit régulièrement pour les revues *Prescrire*, *Géroskopie* et *Eclair'Âge* (revue de la FNADEPA). Féministe et engagée auprès des personnes vulnérables, elle milite au sein de l'Assemblée des femmes et de l'Observatoire du grand âge.



« Les personnes dépendantes ne rapportent pas d'argent, elles valent moins que les autres, alors pourquoi engager des dépenses pour elles ? »

▷ **Union Sociale : Elles subissent à la fois sexisme et âgisme. Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?**

Florence Fortin-Braud : Elles sont déconsidérées à double titre, parce qu'elles sont femmes et parce qu'elles sont âgées. On est aujourd'hui assez familier des manifestations du sexisme, qui peut être bienveillant, ordinaire ou hostile. Elles ne sont pas à l'abri des maltraitements, y compris sexuelles. Il faut savoir que 14,5 % des femmes âgées ont vécu des violences au cours de leur vie, contre 3,5 % des hommes. Elles représentent également un quart des victimes de féminicides chaque année. Être âgées ne protège pas des agressions, y compris en Ehpad, au contraire : la vulnérabilité et la fragilité du grand âge accentuent les risques et les privent parfois des moyens physiques et psychiques de se défendre. Concernant l'âgisme, on retrouve des mécanismes similaires au sexisme. L'âgisme ordinaire s'exprime par exemple lorsque l'on se plaint d'avoir vu une femme âgée faire ses courses à l'heure de pointe : ce dénigrement occulte le fait qu'il s'agit d'une personne, ayant un libre-arbitre, des contraintes, des besoins... À l'inverse, on peut les valoriser simplement parce qu'elles sont vieilles : « Elles ont des choses à nous apprendre » ! Et puis, il existe aussi une forme d'infantilisation bienveillante qui découle de ces stéréotypes : le « elderspeak » que l'on entend parfois en Ehpad. Parler lentement, fort, avec un vocabulaire réduit... Quand toutes les conver-

sations sont sur ce modèle, cela enfonce les personnes dans une position dévalorisante. Elles sont déposées de leur autonomie et placées en position d'être aidées. Et on le fait plus souvent avec les femmes, dans la continuité du sexisme.

Union Sociale : L'ensemble de ces conditions de vie ou de travail devrait mobiliser l'attention et l'action des pouvoirs publics. Pourquoi est-ce si difficile ?

Florence Fortin-Braud : On ne compte plus les livres et les rapports sur le sujet du grand âge, mais la législation se fait toujours *a minima*, à l'image de la dernière loi Bien vieillir de 2024. On nous dit que les personnes âgées peuvent désormais prendre leurs animaux en Ehpad, comme si c'était le cœur des problématiques. Pour moi, il y a une question économique qui est directement liée à l'âgisme : les personnes dépendantes ne rapportent pas d'argent, elles valent moins que les autres, alors pourquoi engager des dépenses pour elles ? D'autant que l'on s'accommode bien de leur invisibilité dans l'espace public, médiatique et culturel. Le manque de transports adaptés et d'infrastructures bien pensées les empêche de circuler. Les médias, par exemple durant le Covid, interrogent les soignants et les familles, mais très peu les personnes concernées. On les voit rarement dans les films ou les publicités. Tout cela participe à les rendre invisibles. Mais est-ce que cela ne nous arrange pas de ne pas les voir ?

Union Sociale : Les choses bougent-elles malgré tout ?

Florence Fortin-Braud : Quelques porte-paroles émergent heureusement, à l'image de la journaliste Laure Adler ou de l'infatigable militant Francis Carrier, fondateur du Conseil national autoproclamé de la vieillesse. C'est à travers la culture et l'activisme que le regard sur le vieillissement évoluera. Il y a un vrai enjeu à montrer une image ordinaire, réaliste et inclusive de la vieillesse. Mais pour le moment, j'ai l'impression que l'on arrive plus facilement à se projeter dans la mort que dans la perte d'autonomie et la dépendance. Le débat public émerge donc peu, et encore moins sous le prisme du genre. Pour autant, des professionnels se saisissent eux aussi du sujet et inventent des lieux bienveillants où il fait bon vieillir. Dans l'Ehpad de Pascal Ségault, à Montpellier, les résidents sont des « habitants ». Ce glissement sémantique paraît presque insignifiant, mais il fait toute la différence. Il introduit la notion de choix. À l'instar des Babayagas, il faudrait pouvoir choisir de vivre en collectivité avec des gens avec lesquels on aurait envie d'habiter et dans un lieu qui nous ressemble. Conserver aussi un droit au risque : si j'ai envie de manger un gâteau supplémentaire ou de me lever à pas d'heure, j'aimerais le pouvoir, même à 85 ans ! J'aimerais vieillir en faisant mes choix, en évaluant les risques que je veux bien prendre pour ma santé, en ayant droit à la vie en société... En restant libre ! J'aimerais que mon livre amène à des questionnements et à des discussions : on sera tous vieux et vieilles un jour, emparons-nous du sujet ! ●

Propos recueillis par Juliette Cottin